

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 91 — 940

**28 MARS 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
fixant le statut administratif et pécuniaire
du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 13, § 6 et l'article 96, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.), notamment l'article 19, § 2;

Considérant que les missions de l'Office de la Naissance et de l'Enfance ont été substantiellement élargies par rapport à celles qui étaient dévolues à l'Œuvre nationale de l'Enfance, que l'Office de la Naissance et de l'Enfance a besoin d'un personnel ayant les qualifications et mérites spécifiques requis pour assurer ces missions sans délai et que toutes dispositions légales relatives aux droits de priorité sont incompatibles avec la mise en œuvre des dispositions transitoires prévues à cette fin;

Vu le Protocole n° 43 du 7 mars 1991 du Comité de négociation du secteur XVII;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 6 mars 1991;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 9 octobre 1990;

Vu l'accord du Président de l'Exécutif de la Communauté française ayant la fonction publique et le budget dans ses attributions donné le 17 octobre 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Santé et des Affaires sociales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 27 mars 1991;

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Statut administratif*

Article 1^{er}. L'Office de la Naissance et de l'Enfance dispose de personnel statutaire et de personnel engagé par contrat.

Art. 2. Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé, le personnel statutaire de l'Office de la Naissance et de l'Enfance est soumis aux dispositions qui, pour les agents des services de l'Exécutif de la Communauté française, régissent :

- 1° les devoirs et les incompatibilités;
- 2° la responsabilité personnelle;
- 3° les positions administratives;
- 4° les congés, la disponibilité et la non-activité;
- 5° la suspension dans l'intérêt du service;
- 6° le régime disciplinaire;
- 7° la cessation définitive des fonctions;
- 8° le contrôle des aptitudes physiques;
- 9° l'ancienneté et le classement;
- 10° le signalement;
- 11° le recrutement;
- 12° la carrière.

Art. 3. § 1^{er}. En cas de vacance d'un ou de plusieurs emplois de recrutement du personnel statutaire, un appel est fait aux candidats par insertion d'un avis au *Moniteur belge*.

Cet avis mentionne :

1. le ou les emplois vacants;
2. les conditions d'admission;
3. le délai et les modalités fixés pour l'introduction des candidatures ainsi que, s'il échet, les documents à fournir.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal qui sera pris en vertu de l'article 87, § 4 de la loi spéciale du 8 août 1980 telle que modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, le concours de recrutement est organisé par le Secrétariat permanent au Recrutement.

Art. 4. Il peut être procédé à l'engagement de personnes sous le régime du contrat de travail sur autorisation des Commissaires de l'Exécutif, aux fins exclusives :

a) de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

b) de remplacer des agents qui n'assument pas leur fonction ou ne l'assument qu'à temps partiel, en ce compris les agents qui interrompent leur carrière au sens de l'arrêté royal du 3 juillet 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et les autres services des ministères ou des textes qui le modifient, le complètent ou le remplacent, et ce sous réserve de la possibilité de remplacer un agent statutaire par un autre agent statutaire;

c) d'accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques.

L'engagement des contractuels se fait dans le respect des dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Art. 5. L'administrateur général, l'administrateur général-adjoint et les membres du personnel statutaire de niveau 1 prêtent serment entre les mains du Ministre ayant la tutelle de l'Office de la Naissance et de l'Enfance dans ses attributions. Les membres du personnel statutaire des autres niveaux prêtent serment entre les mains de l'administrateur général ou, en son absence, de l'administrateur général-adjoint.

Art. 6. Dans le respect des dispositions réglementaires applicables au personnel des services de l'Exécutif de la Communauté française, le Bureau de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, arrête les modalités du stage auquel les membres du personnel statutaire sont soumis.

Art. 7. Pour l'application des articles 2 et 9 :

1° l'administrateur général ou, en son absence, l'administrateur général-adjoint, exerce les fonctions attribuées au secrétaire général et au chef d'administration;

2° le membre du personnel est assimilé à l'agent;

3° l'Office de la Naissance et de l'Enfance est assimilé au ministère;

4° un conseil comprenant les membres du personnel titulaires d'un grade classé aux rangs 16 et 15 et le membre du personnel titulaire d'un grade classé aux rangs 13 ou 14 qui a le personnel dans ses attributions, exerce les fonctions attribuées au conseil de direction.

Art. 8. Les grades que peuvent porter les membres du personnel statutaire de l'Office de la Naissance et de l'Enfance sont répartis entre les différents niveaux et rangs, conformément au tableau figurant à l'annexe I du présent arrêté.

CHAPITRE II. — Statut pécuniaire

Art. 9. Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé, les arrêtés ci-après tels qu'ils sont présentement fixés, sont applicables aux membres du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance :

1° arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi d'allocations pour prestations à titre exceptionnel;

2° arrêté royal du 30 novembre 1950 relatif au logement de certaines catégories de personnel rétribués par l'Etat;

3° arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Ministères;

4° arrêté royal du 11 janvier 1965 fixant, le mode de désignation et la rétribution des chefs d'équipe dans les services de dactylographie, en faveur uniquement des agents titulaires d'un grade du niveau 4 qui en étaient bénéficiaires à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 10 juillet 1972 modifiant certains arrêtés royaux relatifs à la situation du personnel de dactylographie, de sténodactylographie et de secrétariat;

5° arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

6° arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères;

7° arrêté royal du 26 mars 1965 relatif aux allocations familiales allouées à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat;

8° arrêté royal du 13 avril 1965 réglant l'intervention de l'Etat dans les frais de changement de résidence des membres du personnel des Ministères;

9° arrêté royal du 15 avril 1965 accordant une bonification de traitement à certains membres du personnel rétribué par l'Etat dont l'entrée en service a été notablement retardée par la guerre 1940-45;

10° arrêté royal du 29 avril 1965 relatif à la valorisation des avantages en nature octroyés aux concierges des divers ministères et des établissements ressortissant à ces ministères;

11° arrêté royal du 21 mai 1965 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès d'un membre du personnel des ministères;

12° arrêté royal du 30 janvier 1967 attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence au personnel des ministères;

13° arrêté royal du 14 février 1968 fixant les règles particulières pour la rétribution de certains agents de l'Etat;

14° arrêté royal du 15 juillet 1969 créant une allocation pour travail assujettissant en automation;

15° arrêté ministériel du 25 septembre 1970 fixant le modèle du livret de courses pour véhicule de l'Etat;

16° arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères;

17° arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères;

18° arrêté royal du 29 juin 1973 fixant les échelles de traitement des grades communs à plusieurs ministères;

19° arrêté royal du 6 décembre 1974 accordant une indemnité à certains agents des administrations et des autres services des ministères, ainsi qu'au personnel de certains organismes d'intérêt public;

20° arrêté royal du 12 mai 1975 accordant une prime de mobilité à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public;

21° arrêté royal du 28 septembre 1976 accordant une allocation à certains agents des administrations de l'Etat, lauréats d'un concours d'accession au niveau supérieur;

22° arrêté royal du 31 juillet 1978 réglant l'octroi d'une allocation de remplacement du concierge pendant la durée du congé annuel de vacances, aux personnes étrangères à l'administration;

23° arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public;

24° arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat.

Les dispositions qui, pour les services de l'Exécutif de la Communauté française, modifient, complètent ou abrogent les arrêtés énumérés ci-dessus sont applicables de plein droit aux membres du personnel statutaire de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires*

Art. 10. En vue de pourvoir à la première occupation des emplois du cadre organique du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance auxquels ne sont pas affectés des membres du personnel transférés en provenance de l'Œuvre nationale de l'Enfance qui sont titulaires des grades correspondants, le Bureau de l'Office de la Naissance et de l'Enfance peut déroger, pour les premières nominations opérées auxdits emplois, aux dispositions du présent arrêté relatives au recrutement et à la carrière.

Sont considérés comme « premières nominations » les premières nominations à chacun des emplois du cadre organique du personnel visés au premier alinéa du présent article qui ont lieu dans un délai de six mois à compter de la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le cadre organique du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Art. 11. Les droits de préférence et de priorité accordés par la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, et par la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement, ne peuvent pas être invoqués pour l'admission aux emplois à conférer à l'Office de la Naissance et de l'Enfance en application des dispositions de l'article 10 du présent arrêté en raison de leur spécificité.

Art. 12. Le Bureau de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, de l'accord du Membre de l'Exécutif ayant la tutelle de l'Office de la Naissance et de l'Enfance dans ses attributions, fixe, en ce qui concerne les membres du personnel nommés en vertu de l'article 10, le nombre d'années d'expérience professionnelle qui peuvent être assimilées à des services admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires. Les services ainsi déterminés seront classés dans le groupe B.

Par dérogation à l'article 14 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères, les services prestés à partir de l'âge de 24 ans pouvant être pris en considération par application des dispositions du présent article sont toutefois limités à six années au maximum.

Art. 13. Pour l'application de l'article 10, et en dérogation aux articles 2 et 3, la première nomination aux emplois du cadre organique du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance s'effectue conformément aux règles suivantes :

1° Le Bureau de l'Office de la Naissance et de l'Enfance déclare les emplois vacants dès la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le cadre organique du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et fait appel aux candidats par un avis publié au *Moniteur belge*.

Cet avis mentionne :

a) les emplois vacants;

b) les conditions d'admission;

c) le délai et les modalités fixées pour l'introduction des candidatures ainsi que, s'il échet, les documents à fournir.

2° Dans les quinze jours de la publication au *Moniteur belge* de l'avis prévu au 1° du présent article, les candidatures doivent être envoyées au Président du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

A peine de nullité, ces candidatures doivent être adressées par lettre recommandée à la poste, la date du cachet de la poste faisant foi.

3° Pour être admissibles, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

a) être belge;

b) être de conduite irréprochable;

c) jouir des droits civils et politiques;

d) satisfaire aux lois sur la milice;

e) être physiquement apte;

f) satisfaire aux conditions de nominations particulières fixées à l'annexe II.

4° Dès l'expiration du délai prévu au 2° du présent article, le Bureau de l'Office de la Naissance et de l'Enfance vérifie que les candidats remplissent les conditions requises pour l'emploi à conférer, examine les candidatures et procède aux premières nominations.

Art. 14. Les actes accomplis par le Bureau de l'Office de la Naissance et de l'Enfance entre le 1^{er} février 1987 et la date de publication au *Moniteur belge* du présent arrêté sont, en ce qu'ils portent nomination d'agents, réputés être l'exécution du présent arrêté s'ils ont pour objet

1° d'accorder des promotions en carrière plane dans la mesure où celles-ci sont prévues au cadre organique du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

2° de nommer à l'issue d'un stage en cours au 1^{er} février 1987 les agents transférés sur base de l'arrêté royal du 28 janvier 1987 transférant des membres du personnel de l'Œuvre nationale de l'Enfance à la Communauté française;

3° de recruter et de nommer à l'issue du stage réglementaire des lauréats de concours de recrutement organisés par le Secrétariat permanent de Recrutement;

4° d'octroyer des fonctions supérieures pour autant que ces fonctions soient prévues au cadre organique du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Art. 15. Les actes accomplis par le Bureau de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, entre le 1^{er} février 1987 et la date de publication au *Moniteur belge* du présent arrêté, sont réputés être l'exécution du présent arrêté s'ils ont pour objet la mise à la pension des agents visés par l'arrêté royal du 28 janvier 1987 transférant des membres du personnel de l'Œuvre nationale de l'Enfance à la Communauté française.

Art. 16. Les lauréats des épreuves de carrière ayant eu lieu entre le 1^{er} février 1987 et la date de publication du présent arrêté au *Moniteur belge* et ayant fait l'objet d'un procès-verbal établi par le Secrétariat permanent au Recrutement sont réputés avoir subi lesdites épreuves en exécution du présent arrêté.

Art. 17. Les actes accomplis par le Bureau de l'Office de la Naissance et de l'Enfance entre le 1^{er} février 1987 et la date de publication au *Moniteur belge* du présent arrêté, sont réputés être l'exécution du présent arrêté s'ils ont pour objet d'octroyer des promotions par changement ou avancement de grade subordonnées ou non à la réussite d'un examen aux fins de pourvoir aux emplois devenus vacants suite au départ naturel de leur titulaire.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* sauf les articles 14 à 17 qui produisent leurs effets à partir du 1^{er} février 1987.

Art. 19. Le Membre de l'Exécutif ayant la tutelle de l'Office de la Naissance et de l'Enfance dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 mars 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française,
le Ministre de la Santé et des Affaires sociales,

Fr. GUILLAUME

Annexe I

Classement hiérarchique des grades dont peuvent être titulaires des agents de l'Office de la Naissance et de l'Enfance

A. Personnel administratif :

Niveau I :

- Rang 16 : administrateur général;
administrateur général adjoint;
directeur général.
- Rang 15 : directeur d'administration.
- Rang 14 : premier conseiller.
- Rang 13 : directeur;
conseiller.
- Rang 11 : conseiller-adjoint.
- Rang 10 : secrétaire d'administration;
directeur 1^e classe d'un institut médico-pédagogique;
psychologue.

Niveau II :

- Rang 25 : inspectrice-chef.
- Rang 24 : inspectrice;
infirmier en chef;
sous-inspectrice;
infirmier gradué principal;
kinésithérapeute principal;
assistant social principal;
assistant médical principal;
assistant en psychologie principal;
Ergothérapeute principal;
logopède principal;
sous-directeur d'un institut médico-pédagogique;
directeur de 1^e classe d'un centre d'accueil;
chef administratif.
- Rang 23 : Infirmier gradué de 1^e classe;
kinésithérapeute de 1^e classe;
Assistant social de 1^e classe;
assistant médical de 1^e classe;
assistant en psychologie de 1^e classe;
ergothérapeute de 1^e classe;
logopède de 1^e classe;
chef éducateur d'un institut médico-pédagogique.
- Rang 22 : infirmier gradué;
kinésithérapeute;
assistant social;
assistant médical;
assistant en psychologie;
ergothérapeute;

logopède;
réviseur comptable;
sous-chef de bureau;
secrétaire principale de direction;
gestionnaire de bibliothèque;
éducateur 1^e classe d'un Institut médico-pédagogique.

Rang 21 : chef éducatrice d'un centre d'accueil;
secrétaire de direction;
vérificateur comptable.

Rang 20 : rédacteur comptable;
rédacteur;
éducateur de 2^e classe d'un Institut médico-pédagogique.

Niveau III :

Rang 34 : commis sténodactylographe chef;
éducateur en chef de 3^e classe d'un Institut médico-pédagogique;
puéricultrice en chef;
assistante médicale puéricultrice en chef;
commis dactylographe chef;
commis chef.

Rang 33 : agent technique mécanographe.

Rang 32 : puéricultrice principale;
assistante médicale puéricultrice principale;
commis sténodactylographe principal;
commis dactylographe principal;
éducateur principal 3^e classe d'un Institut médico-pédagogique;
commis principal;
opérateur mécanographe.

Rang 30 : puéricultrice;
assistante médicale puéricultrice;
commis sténodactylographe;
commis dactylographe;
commis;
éducateur de 3^e classe d'un Institut médico-pédagogique.

Niveau IV :

Rang 44 : agent en chef.

Rang 43 : agent principal;
chef huissier principal.

Rang 42 : chef huissier;
dactylographe;
téléphoniste;
expéditionnaire;
classeur.

Rang 41 : messenger-huissier principal.

Rang 40 : messenger-huissier.

B. Personnel de maîtrise, gens de métier et de service :

Niveau IV :

Rang 44 : 1^{er} ouvrier spécialiste A.

Rang 43 : 1^{er} ouvrier spécialiste.

Rang 42 : ouvrier qualifié B;
préparateur;
conducteur d'auto-mécanicien.

Rang 41 : ouvrier qualifié A;
manoeuvre principal.

Rang 40 : manoeuvre B;
manoeuvre.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 28 mars 1991 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Fr. GUILLAUME

Annexe II

Les conditions particulières de nomination prévues à l'article 13, 3^o, f) du présent arrêté sont fixées comme suit :

— Emplois de directeur d'administration :

Etre porteur d'un diplôme donnant accès au recrutement aux emplois de niveau I dans les administrations de l'Etat et justifier d'une expérience utile de douze années au moins d'activités dans le domaine de la petite enfance; ou, être titulaire dans un service public d'un grade classé au moins au rang 13 et justifier d'une expérience administrative de douze années au moins d'exercice de fonctions dans un service public en qualité de titulaire d'un emploi classé au niveau I.

— Emplois de premier conseiller :

Etre porteur d'un diplôme donnant accès aux emplois de niveau I dans les administrations de l'Etat et justifier d'une expérience administrative de huit années au moins d'exercice de fonctions dans un service public en qualité de titulaire d'un emploi classé au niveau I;

ou, être porteur d'un diplôme d'infirmier(e) gradué(e) social(e) ou être habilité à porter ce titre par application de l'article 25 de l'arrêté royal du 17 août 1957 en raison de la détention du diplôme d'infirmier(e) hygiéniste social(e) et justifier d'une expérience de dix années au moins de l'exercice de fonctions d'inspection au titre d'un service public de services, institutions ou personnes en charge d'activités en rapport avec l'action en faveur de la petite enfance.

— Emplois de conseiller :

Etre porteur d'un diplôme donnant accès au recrutement aux emplois de niveau I dans les administrations de l'Etat et justifier d'une des expériences suivantes :

1^o cinq années au moins d'expérience administrative d'exercice de fonctions dans un service public en qualité de titulaire d'un grade classé au niveau I;

2^o cinq années au moins de participation en milieu universitaire à la recherche scientifique en sciences humaines dans le domaine de l'étude de la famille;

3^o cinq années au moins d'activités dans le domaine de la formation et/ou de l'éducation permanente des adultes et/ou de l'éducation à la santé ou d'activités dans le secteur public dans le domaine social, de la santé et/ou de la petite enfance dont trois années au moins au titre de la formation et/ou de l'éducation permanente des adultes et/ou de l'éducation à la santé et deux années au moins au titre de l'activité dans le secteur public dans le domaine social, de la santé et/ou de la petite enfance.

— Emplois de conseiller adjoint :

Etre porteur d'un diplôme donnant accès au recrutement aux emplois de niveau I dans les administrations de l'Etat et justifier d'une des expériences suivantes :

1^o trois années au moins d'expérience administrative d'exercice de fonctions dans un service public en qualité de titulaire d'un grade classé au niveau I;

2^o trois années au moins d'activités dans le secteur social.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 28 mars 1991 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Fr. GUILLAUME

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 940

28 MAART 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap)

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 13, § 6 en op artikel 96, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap), inzonderheid op artikel 19, § 2;

Overwegende dat de opdrachten van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » wezenlijk werden uitgebreid, vergeleken met die waarmee het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn was belast, dat de « Office de la Naissance et de l'Enfance » over een personeel moet kunnen beschikken die de bekwaamheidsbewijzen en specifieke verdiensten heeft die vereist zijn om deze opdrachten zonder verwijl te kunnen vervullen, en dat alle wettelijke bepalingen betreffende de voorrangrechten onverenigbaar zijn met de toepassing van de daartoe vastgestelde overgangsbepalingen;

Gelet op het protocol nr. 43 van 7 maart 1991 van het onderhandelingscomité van sector XVII;

Gelet op het akkoord van de Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 6 maart 1991;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt en de begroting behoren, gegeven op 17 oktober 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid en Sociale Zaken;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 27 maart 1991 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Administratief statuut*

Artikel 1. De « Office de la Naissance et de l'Enfance » beschikt over statutair personeel en over bij arbeidsovereenkomst geworven personeel.

Art. 2. Voor zover daarvan niet wordt afgeweken, is het statutair personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » onderworpen aan de bepalingen die, voor de ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, de regels vaststellen inzake :

- 1° plichten en onverenigbaarheden;
- 2° persoonlijke aansprakelijkheid;
- 3° administratieve standen;
- 4° verlof, disponibiliteit en non-activiteit;
- 5° schorsing in het belang van de dienst;
- 6° tuchtregeling;
- 7° definitieve ambtsneerlegging;
- 8° controle van de lichamelijke geschiktheid;
- 9° anciënniteit en rangschikking;
- 10° beoordeling;
- 11° werving;
- 12° loopbaan.

Art. 3. § 1. Wanneer één of meer wervingsbetrekkingen voor het statutair personeel vacant zijn, wordt een oproep tot de kandidaten gedaan door middel van een in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt bericht.

Dit bericht vermeldt :

1. de vacante betrekking(en);
2. de toelaatbaarheidsvereisten;
3. de termijn en de nadere regels voor de indiening van de kandidaturen alsook, in voorkomend geval, de over te leggen stukken.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit dat zal worden genomen krachtens artikel 87, § 4 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, wordt het vergelijkend wervingsexamen georganiseerd door het Vast Wervingssecretariaat.

Art. 4. Er kunnen personen onder het stelsel arbeidsovereenkomst worden aangeworven met de toelating van de Commissarissen van de Executieve, uitsluitend om :

- a) te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften, wanneer in de tijd beperkte acties moeten worden gevoerd of wanneer er een buitengewone toename van het werkvolume is;
- b) ambtenaren te vervangen die hun ambt niet of slechts deeltijds uitoefenen, met inbegrip van de ambtenaren die hun loopbaan onderbreken in de zin van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de ministeries, of van de teksten tot wijziging, aanvulling of vervanging ervan, onder voorbehoud van de mogelijkheid om een statutair personeelslid door een ander statutair personeelslid te vervangen;
- c) bijkomende of specifieke opdrachten te vervullen.

Contractuelen worden geworven met inachtneming van de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Art. 5. De administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal en de statutaire personeelsleden van niveau 1 leggen de eed af in handen van de Minister tot wiens bevoegdheid het toezicht over de « Office de la Naissance et de l'Enfance » behoort. De statutaire personeelsleden van de andere niveaus leggen de eed af in handen van de administrateur-generaal of, bij gebreke, van de adjunct-administrateur-generaal.

Art. 6. Met inachtneming van de verordeningsbepalingen toepasselijk op het personeel van de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, bepaalt het Bureau van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » de nadere regels voor de stage die de statutaire personeelsleden moeten volgen.

Art. 7. Voor de toepassing van de artikelen 2 en 9 :

- 1° oefent de administrateur-generaal of, bij gebreke, de adjunct-administrateur-generaal de functies uit die aan de secretaris-generaal en het bestuurshoofd toegewezen zijn;
- 2° wordt het personeelslid met de ambtenaar gelijkgesteld;
- 3° wordt de « Office de la Naissance et de l'Enfance » met het ministerie gelijkgesteld;
- 4° oefent een raad die samengesteld is uit de personeelsleden bekleed met een graad van de rangen 16 en 15 en het personeelslid bekleed met een graad van de rangen 13 of 14, tot wiens bevoegdheid het personeel behoort, de bevoegdheden van de directieraad uit.

Art. 8. De graden waarvan de statutaire personeelsleden van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » titularis kunnen zijn, worden verdeeld over de verschillende niveaus en rangen, overeenkomstig de in bijlage I van dit besluit vermelde tabel.

HOOFDSTUK II. — *Geldelijk statuut*

Art. 9. Voor zover daarvan niet wordt afgeweken, zijn de hierna vermelde besluiten, zoals ze hier vastgesteld zijn, toepasselijk op de personeelsleden van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » :

- 1° het besluit van de Regent van 30 maart 1950 de toekenning regelend van toelagen wegens buitengewone prestaties;
- 2° het koninklijk besluit van 30 november 1950 betreffende de huisvesting van sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel;
- 3° het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries;
- 4° het koninklijk besluit van 11 januari 1965 houdende vaststelling van de manier van aanwijzing van de groepsleiders in de typdiensten en van hun bezoldiging, uitsluitend ten gunste van de ambtenaren die titularis zijn van een graad van niveau 4 en die deze bezoldiging genoten op de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 10 juli 1972 tot wijziging van sommige koninklijke besluiten betreffende de toestand van het typisten-, stenotypisten- en secretariépersoneel;
- 5° het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten;
- 6° het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries;
- 7° het koninklijk besluit van 28 maart 1965 betreffende de kinderbijslag voor bepaalde categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel.
- 8° het koninklijk besluit van 13 april 1965 tot regeling van de bijdrage van de Staat in de kosten wegens standplaatsverandering van de leden van het personeel der ministeries;
- 9° het koninklijk besluit van 15 april 1965 houdende toekenning van een weddebijslag aan sommige leden van het door de Staat bezoldigd personeel wier indiensttreding door de oorlog 1940-1945 merkbaar is vertraagd;
- 10° het koninklijk besluit van 29 april 1965 betreffende de valorisatie van de voordelen in natura toegekend aan de concierges van de verschillende ministeries en van de instellingen welke tot die ministeries behoren;
- 11° het koninklijk besluit van 21 mei 1965 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van een lid van het personeel der ministeries;
- 12° het koninklijk besluit van 30 januari 1967 houdende toekenning van een haardtoelage of een standplaats-toelage aan het personeel der ministeries;
- 13° het koninklijk besluit van 14 februari 1968 tot vaststelling van bijzondere regelen voor de bezoldiging van sommige rijkspersoneelsleden;
- 14° het koninklijk besluit van 15 juli 1969 tot instelling van een toelage voor slopend werk in de automatie;
- 15° het ministerieel besluit van 25 september 1970 houdende vaststelling van het model van de reiswijzer voor voertuigen van de Staat;
- 16° het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de ministeries;
- 17° het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries;
- 18° het koninklijk besluit van 29 juni 1973 tot vaststelling van de weddeschalen der aan verscheidene ministeries gemene graden;
- 19° het koninklijk besluit van 6 december 1974 houdende toekenning van een vergoeding aan sommige personeelsleden van de besturen en andere diensten der ministeries alsmede aan het personeel van sommige instellingen van openbaar nut;
- 20° het koninklijk besluit van 12 mei 1975 houdende toekenning van een mobiliteitstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt;
- 21° het koninklijk besluit van 28 september 1976 tot instelling van een toelage voor sommige ambtenaren van de Rijksbesturen, die geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau;
- 22° het koninklijk besluit van 31 juli 1978 houdende toekenning van een toelage voor vervanging van de huisbewaarder tijdens het vacatieverlof, aan personen vreemd aan de Administratie;
- 23° het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt;
- 24° het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen;

De bepalingen die, voor de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, de hierboven vermelde besluiten wijzigen, aanvullen of opheffen, zijn van rechtswege toepasselijk op de statutaire personeelsleden van de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepalingen*

Art. 10. Met het oog op de eerste bezetting van de betrekkingen van de personeelsformatie van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » waarvoor de uit het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn overgedragen personeelsleden die titularis zijn van overeenstemmende graden, niet aangewezen zijn, kan het Bureau van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », voor de eerste benoemingen in die betrekkingen, afwijken van de bepalingen van dit besluit die betrekking hebben op de werving en de loopbaan.

Worden beschouwd als « eerste benoemingen », de eerste benoemingen in elk van de betrekkingen van de personeelsformatie bedoeld in lid 1 van dit artikel die plaatsvinden binnen een termijn van zes maanden vanaf de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de personeelsformatie van de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Art. 11. De voorkeurs- en voorrangrechten toegekend bij de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, en bij de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd, kunnen niet worden ingeroepen voor de toelating tot de betrekkingen die te begeven zijn bij de « Office de la Naissance et de l'Enfance » bij toepassing van de bepalingen van artikel 11 van dit besluit, omwille van hun specificiteit.

Art. 12. Met de instemming van de Ministre tot wiens bevoegdheid het toezicht over de « Office de la Naissance et de l'Enfance » behoort, stelt het Bureau van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », voor de personeelsleden benoemd krachtens artikel 10, het aantal jaren beroepservaring vast die kunnen worden gelijkgesteld met diensten die in aanmerking komen voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen. De aldus bepaalde diensten worden in groep B gerangschikt.

In afwijking van artikel 14 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, worden de diensten verricht vanaf de leeftijd van 24 jaar, die in aanmerking komen bij toepassing van de bepalingen van dit artikel, echter beperkt tot ten hoogste zes jaar.

Art. 13. Voor de toepassing van artikel 10, in afwijking van de artikelen 2 en 3, geschiedt de eerste benoeming in de betrekkingen van de personeelsformatie van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » overeenkomstig de volgende regels :

1° Het Bureau van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » verklaart dat de betrekkingen vacant zijn reeds vanaf de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de personeelsformatie van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », en doet een oproep tot de kandidaten door middel van een in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt bericht.

Dit bericht vermeldt :

a) de vacante betrekkingen;
b) de toelaatbaarheidsvereisten;
c) de termijn en de nadere regels voor de indiening van de kandidaturen, alsook, in voorkomend geval, de over te leggen stukken.

2° Binnen veertien dagen na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het in 1° van dit artikel bedoeld bericht, moeten de kandidaturen worden gezonden aan de voorzitter van de raad van bestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Op straffe van nietigheid, moeten deze kandidaturen bij ter post aangetekende brief worden gezonden, datum als postmerk.

3° Om te kunnen worden toegelaten, moeten de kandidaten de volgende voorwaarden vervullen :

a) Belg zijn;
b) van onberispelijk gedrag zijn;
c) de burgerlijke en politieke rechten genieten;
d) aan de dienstplichtwetten voldoen;
f) voldoen aan de bijzondere benoemingsvoorwaarden vastgesteld in bijlage II.

4° Zodra de bij 2° van dit artikel bedoelde termijn verstreken is, ziet het Bureau van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » na of de kandidaten de voorwaarden vervullen die vereist zijn voor de te begeven betrekking, onderzoekt de kandidaturen en voorziet in de eerste benoemingen.

Art. 14. De handelingen die door het Bureau van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » worden verricht tussen 1 februari 1987 en de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, worden, voor zover ze ambtenaren benoemen, geacht in de uitvoering van dit besluit te voorzien, indien ze tot doel hebben :

1° bevorderingen in de vlakke loopbaan toe te kennen, voor zover die bepaald zijn in de personeelsformatie van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

2° op het einde van een stage die op 1 februari 1987 aan de gang is, de ambtenaren te benoemen die zijn overgedragen krachtens het koninklijk besluit van 28 januari 1987 waarbij personeelsleden van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn naar de Franse Gemeenschap worden overgedragen;

3° op het einde van de reglementaire stage, personen aan te werven en te benoemen die geslaagd zijn voor vergelijkende wervingsexamens die door het Vast Wervingssecretariaat werden georganiseerd;

4° hogere ambten toe te kennen, voor zover deze ambten bepaald zijn in de personeelsformatie van de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Art. 15. De handelingen die door het Bureau van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » worden verricht tussen 1 februari 1987 en de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, worden geacht in de uitvoering van dit besluit te voorzien, indien ze tot doel hebben de ambtenaren bedoeld bij het koninklijk besluit van 28 februari 1987 waarbij personeelsleden van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn naar de Franse Gemeenschap worden overgedragen, op rustpensioen te stellen.

Art. 16. De personen die geslaagd zijn voor de loopbaanexamens die plaats hebben gevonden tussen 1 februari 1987 en de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* en waarvoor een proces-verbaal werd opgemaakt door het Vast Wervingssecretariaat, worden geacht die examens ter uitvoering van dit besluit te hebben afgelegd.

Art. 17. De handelingen die door het Bureau van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » worden verricht tussen 1 februari 1987 en de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, worden geacht in de uitvoering van dit besluit te voorzien, indien ze tot doel hebben bevorderingen door verandering van of verhoging in graad te verlenen die al dan niet afhankelijk worden gesteld van het slagen voor een examen, om te voorzien in de betrekkingen die vacant zijn geworden nadat de personen die ze bekleedden weg zijn gegaan.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 18. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, behalve de artikelen 14 tot 17, die uitwerking hebben met ingang van 1 februari 1987.

Art. 19. Het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid het toezicht over de « Office de la Naissance et de l'Enfance » behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 maart 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,
De Minister van Gezondheid en Sociale Zaken,

Fr. GUILLAUME

Bijlage I

Hiërarchische indeling van de graden waarvan ambtenaren
van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » titularis kunnen zijn

A. Administratief personeel :

Niveau I :

- Rang 16 : administrateur-generaal;
adjunct-administrateur-generaal;
directeur-generaal.
- Rang 15 : bestuursdirecteur.
- Rang 14 : eerste adviseur.
- Rang 13 : directeur;
adviseur.
- Rang 11 : adjunct-adviseur.
- Rang 10 : bestuurssecretaris;
directeur 1ste klasse van een medisch-pedagogisch instituut;
psycholoog.

Niveau II :

- Rang 25 : hoofdinspectrice.
- Rang 24 : inspectrice;
hoofdverpleger;
onderinspectrice;
eerstaanwendend gegradueerd ziekenverpleger;
eerstaanwendend kinesitherapeut;
eerstaanwendend maatschappelijk assistent;
eerste medisch assistent;
eerstaanwendend assistent in de psychologie;
eerstaanwendend ergotherapeut;
eerstaanwendend logopedist;
onderdirecteur van een medisch-pedagogisch instituut;
directeur 1ste klasse van een opvangcentrum;
bestuurschef.
- Rang 23 : gegradueerd ziekenverpleger 1ste klasse;
kinesitherapeut 1ste klasse;
maatschappelijk assistent 1ste klasse;
medisch assistent 1ste klasse;
assistent in de psychologie 1ste klasse;
ergotherapeut 1ste klasse;
logopedist 1ste klasse;
hoofdopvoeder van een medisch-pedagogisch instituut.
- Rang 22 : gegradueerd ziekenverpleger;
kinesitherapeut;
maatschappelijk assistent;
medisch assistent;
assistent in de psychologie;
ergotherapeut;
logopedist;
revisor boekhouding;
onderbureauchef;
eerstaanwendend directiesecretaris;
bibliotheekbeheerder;
opvoeder 1ste klasse van een medisch-pedagogisch instituut.
- Rang 21 : hoofdopvoedster van een opvangcentrum;
directiesecretaris;
verificateur boekhouding.
- Rang 20 : rekenplichtig opsteller;
opsteller;
opvoeder 2de klasse van een medisch-pedagogisch instituut.

Niveau III :

- Rang 34 : hoofdklerk-stenotypist(e);
hoofdopvoeder 3de klasse van een medisch-pedagogisch instituut;
hoofdkinderverzorgster;

medisch assistente-hoofdkinderverzorgster;
 hoofdklerk-typist(e);
 hoofdklerk.

Rang 33 : technisch beambte mechanograaf.

Rang 32 : eerste kinderverzorgster;
 medisch assistente-eerste kinderverzorgster;
 eerste klerk-stenotypist(e);
 eerstaanwend klerk-typist(e);
 eerstaanwend opvoeder 3de klasse van een medisch-pedagogisch instituut;
 eerste klerk;
 operateur-mechanograaf.

Rang 30 : kinderverzorgster;
 medisch assistente-kinderverzorgster;
 klerk-stenotypist(e);
 klerk-typist(e);
 klerk;
 opvoeder 3de klasse van een medisch-pedagogisch instituut.

Niveau IV :

Rang 44 : hoofdbeambte.

Rang 43 : eerstaanwend beambte;
 eerstaanwend hoofdkamerbewaarder.

Rang 42 : hoofdkamerbewaarder;
 typist(e);
 telephonist(e);
 expeditionair;
 klasseerder.

Rang 41 : eerstaanwend bode-kamerbewaarder.

Rang 40 : bode-kamerbewaarder.

B. Meesters-, vak- en dienstpersoneel :

Niveau IV :

Rang 44 : eerste vakman A.

Rang 43 : eerste vakman.

Rang 42 : geschoold werkman B;
 amanuensis;
 autobestuurder-mecanicien.

Rang 41 : geschoold werkman A;
 eerstaanwend hulparbeider.

Rang 40 : hulparbeider B;
 hulparbeider.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van 28 maart 1991 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap).

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Fr. GUILLAUME

Bijlage II

De bijzondere benoemingsvoorwaarden bedoeld in artikel 13, 3^o, f) van dit besluit worden vastgesteld als volgt :

— Betrekkingen van bestuursdirecteur :

Houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot de werving voor de betrekkingen van niveau I in de Rijksbesturen, en bewijs leveren van ten minste twalf jaar nuttige ervaring tijdens welke men activiteiten heeft ontplooid in verband met het jonge kind;

of, titularis zijn in een overheidsdienst van een graad van ten minste rang 13, en bewijs leveren van ten minste twalf jaar administratieve ervaring tijdens welke men functies heeft uitgeoefend in een overheidsdienst als titularis van een betrekking van niveau I.

— Betrekkingen van eerste adviseur :

Houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot de betrekkingen van niveau I in de Rijksbesturen, en bewijs leveren van ten minste acht jaar administratieve ervaring opgedaan bij de uitoefening van functies in een overheidsdienst als titularis van een betrekking van niveau I;

of, houder zijn van een diploma van geïnduceerde sociaal verpleger (verpleegster) of bevoegd zijn deze titel te dragen bij toepassing van artikel 25 van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 door het bezitten van het diploma van sociaal verpleger (verpleegster)-hygiënist(e), en bewijs leveren van ten minste tien jaar ervaring

tijdens welke men functies heeft uitgeoefend op het gebied van de inspectie, voor rekening van een overheidsdienst, van diensten, instellingen of personen belast met activiteiten in verband met de actie die ten gunste van het jonge kind wordt gevoerd.

— **Betrekkingen van adviseur :**

Houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot de werving voor de betrekkingen van niveau I in de Rijksbesturen, en bewijs leveren van één van de volgende ervaringen :

1° ten minste vijf jaar administratieve ervaring tijdens welke men functies heeft uitgeoefend in een overheidsdienst als titularis van een graad van niveau I;

2° ten minste vijf jaar lang hebben deelgenomen in universitaire kringen aan het wetenschappelijk onderzoek inzake menswetenschappen in het domein van de bestudering van het gezin;

3° ten minste vijf jaar activiteit op het gebied van de vorming en/of de permanente opvoeding van de volwassenen en/of de gezondheidsopvoeding, of activiteit in de overheidssector op sociaal vlak, op het gebied van de gezondheid en/of het jonge kind, waaronder ten minste drie jaar besteed aan de vorming en/of de permanente opvoeding van de volwassenen en/of de gezondheidsopvoeding, en ten minste twee jaar besteed aan activiteiten in de overheidssector op sociaal vlak, op het gebied van gezondheid en/of het jonge kind.

— **Betrekkingen van adjunct-adviseur :**

Houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot de werving voor de betrekkingen van niveau I in de Rijksbesturen, en bewijs leveren van één van de volgende ervaringen :

1° ten minste drie jaar administratieve ervaring tijdens welke men functies heeft uitgeoefend in een overheidsdienst als titularis van een graad van niveau I;

2° ten minste drie jaar activiteit in de sociale sector.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van 28 maart 1991 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap).

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Fr. GUILLAUME

F. 91 — 941

28 MARS 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant fixation du cadre organique du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance tel que modifié par les décrets du 22 décembre 1983 et du 12 mars 1990;

Vu la proposition du conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 9 octobre 1990;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de Concertation syndicale du secteur XVII donné le 20 décembre 1990;

Vu l'accord du Ministre-Président ayant la Fonction publique et le Budget dans ses attributions donné le 17 octobre 1990;

Sur proposition de notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Vu la délibération de l'Exécutif du 27 mars 1991,

Arrête :

Article 1^{er}. Le cadre organique du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance est fixé comme suit :

A. Administration générale

Directeur général 1

A l'entrée en vigueur du décret du 12 mars 1990 modifiant le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, l'emploi de directeur général est remplacé par :

Administrateur général 1

Administrateur général adjoint 1

B. Personnel administratif :

1. Administration centrale

Directeur d'administration 3

(Deux emplois de directeur d'administration sont créés à la date de publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.)

Premier conseiller 3

(Trois emplois de premier conseiller sont créés à la date de publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.)

Directeur 1

(L'emploi de directeur est supprimé dès qu'il n'est plus occupé par son premier titulaire.)

Conseiller 4

(Quatre emplois de conseiller sont créés à la date de publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.)

Conseiller adjoint 3

(Deux emplois de conseiller adjoint sont créés à la date de publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.)